ARCHIVES DE PARIS

Mouvement français pour le planning familial, association de Paris.
Association Famille et culture.

**Fonctionnement et activités militantes
(1963-2005)**

3782W 1 à 40

Répertoire méthodique détaillé
établi par Hélène Coulaud
sous la direction de Mathilde Pintault

Juin 2014

*Délais de communicabilité : documents librement communicables
sauf pour les articles 24 à 29 : 120 ans à compter de la date de naissance des personnes ou 25 ans à
compter de la date de décès, et pour les articles 4, 5, 9, 13 à 15, 18, 23, 36, 38, 39 : 50 ans à compter
de la date du document le plus récent.*

SOMMAIRE

I/ INTRODUCTION.....	P.3
IDENTIFICATION DU FONDS	p.3
CONTEXTE	p.4
Histoire administrative	p.4
Modalités d'entrée.....	p.7
CONTENU.....	p.8
Présentation du contenu	p.8
Tris et éliminations.....	p.10
Classement	p.10
CONDITIONS D'ACCES	p.11
Statut juridique.....	p.11
Accessibilité.....	p.11
SOURCES COMPLEMENTAIRES	p.12
BIBLIOGRAPHIE.....	p.15
II/ REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE	P.17
<u>PLANNING FAMILIAL, ASSOCIATION DE PARIS</u>	<u>p.17</u>
FONCTIONNEMENT.....	p.17
Confédération nationale.....	p.17
Orientation générale	p.17
Centre de documentation.....	p.18
Fédération régionale.....	p.18
Conseils d'administration et réunions de bureau.....	p.18
Comptabilité.....	p.18
Commissions d'orientation.....	p.18
Association de Paris.....	p.19
Administration générale	p.19
Communication interne	p.20
Ressources humaines.....	p.20
Gestion financière.....	p.21
Centre de documentation.....	p.22

ACTIVITES MILITANTES	p.22
Accueil du public	p.22
Prise en charge.....	p.22
Consultations d'information et de conseil.....	p.23
Consultations médicales	p.23
Actions de sensibilisation générale	p.25
Communication	p.25
Préparation et organisation de manifestations	p.25
Formation professionnelle	p.26
Interventions auprès du grand public	p.26
Actions en justice	p.27
Participation à des groupes de travail	p.27
<u>ASSOCIATION FAMILLE ET CULTURE</u>	p.29

IDENTIFICATION DU FONDS

Ce tableau présente les données essentielles relatives au fonds traité.

Cotes extrêmes	3782W 1 à 40
Intitulé	Mouvement français pour le Planning Familial, Association de Paris, fonctionnement et activités militantes. Association Famille et Culture, fonctionnement.
Dates extrêmes	1963-2005
Niveau de description	40 articles
Conditionnement	Cauchard
Métrage	7 mètres linéaires (ml)
Support	Papier

CONTEXTE

HISTOIRE ADMINISTRATIVE

Le Mouvement français pour le Planning familial : de l'illégalité à la reconnaissance

Une association humaniste d'après-guerre

Le Mouvement français pour le planning familial, aussi appelé planning familial, est une association relevant de la loi de 1901, créée en 1956 par Mme Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé, sous le nom de la Maternité heureuse. Cette association, fondée dans un esprit philanthropique, s'oppose aux dispositions de la loi de 1920 qui interdit l'usage de la contraception et tout discours sur la régulation des naissances. Le docteur Lagroua Weill-Hallé joue un rôle déterminant dans cette fondation, avec d'autres femmes et médecins, souvent liées au milieu socialiste. Elle souhaite avant tout que les femmes puissent être mères lorsqu'elles le désirent et qu'elles soient respectées dans leur maternité ; la régulation des naissances semble être le meilleur moyen pour parvenir à ces fins. Le nom de l'association reflète parfaitement l'esprit dans lequel elle est créée. Très vite, bon nombre d'autres membres envisagent la dépénalisation de l'avortement. En 1960, la Maternité heureuse prend le nom de Mouvement français pour le planning familial, affilié depuis 1958 à la Fédération internationale de la parenté planifiée. Un an plus tard, le premier centre de planification ouvre à Grenoble ; des médecins adhèrent à l'association et y assurent des consultations de contraception. Le Mouvement est alors dans l'illégalité la plus totale.

Les évolutions de la loi, la structuration et la radicalisation du Mouvement : les années 1970-1980

Le Mouvement se hiérarchise très rapidement. L'ouverture du centre de Grenoble en 1961 inaugure une période de création d'associations dans les départements tout au long des années 1960 et 1970. Presqu'instantanément, des fédérations régionales sont mises en place, bien souvent par les membres des centres départementaux. Il existe donc trois niveaux dans le Mouvement : un niveau national, qui lui confère son orientation idéologique générale, notamment lors de congrès annuels, un niveau régional qui aide à coordonner la formation des militants et relaie les instructions nationales auprès des centres départementaux, et un niveau départemental en contact direct avec le public. Les pouvoirs publics et la société sont alors majoritairement hostiles à ces nouveaux discours sur la femme et la maternité, surtout les gynécologues et les médecins. Mais les hommes politiques commencent à infléchir leur position sur la contraception dès 1965 : François Mitterrand milite ouvertement en sa faveur lors de sa campagne électorale. En juin 1967, lors du congrès de Bordeaux, le Mouvement se revendique mouvement d'éducation populaire et permanente : l'éducation sexuelle fait désormais partie de ses missions. Le 28 décembre de la même année, la loi Neuwirth est votée. Elle autorise l'usage des contraceptifs et de la contraception orale, notamment la pilule du lendemain. Les centres du planning familial commencent déjà à militer pour sa prise en

charge par la sécurité sociale et surtout pour la légalisation de l'avortement. A partir de 1972, le préfet de Paris assure le contrôle des activités médicales de l'association de Paris, par le biais de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) ; après la décentralisation, c'est le commissaire de la République du département de Paris qui exerce cette tutelle à travers la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES). Dès 1973, alors que les militants procèdent à l'organisation de voyages en Angleterre et aux Pays-Bas pour des femmes désirant avorter, le nombre des patientes est comptabilisé pour être transmis au gouvernement. Finalement, le 17 janvier 1975, l'avortement est légalisé par la loi Veil. La sécurité sociale rembourse progressivement la contraception et l'avortement. A partir de 1977, le Mouvement est reconnu comme un organisme habilité à former ses propres militants, ainsi que d'autres publics, sur les thèmes de la sexualité dans le cadre de la formation professionnelle. Il agit donc désormais en toute légalité et bénéficie même de l'appui des pouvoirs publics. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 constitue un contexte favorable : les subventions augmentent et le remboursement de la contraception et des avortements est instauré. A partir de cette décennie, le Mouvement est désormais bien assis et structuré. En 1983, il se qualifie de mouvement féministe : une évolution idéologique considérable, survenue après des débats internes très houleux, car le refus de cette appellation a très longtemps prévalu parmi ses membres. Il prend tour à tour position en faveur de l'euthanasie, de la procréation médicalement assistée et de la défense des homosexuels. Le SIDA est également intégré dans son champ d'action.

Aujourd'hui, vingt fédérations régionales et soixante-dix associations départementales constituent un réseau qui couvre la France métropolitaine et d'outre-mer : une structure solide qui met à profit de très nombreux partenariats avec des associations et des lobbies nationaux et internationaux.

L'association de la Seine puis de Paris : une association atypique au sein du Mouvement

L'association départementale de la Seine puis de Paris¹ est créée en 1961, quelques mois après l'ouverture du centre de Grenoble. Elle se distingue par son rôle moteur : elle participe activement à la création de la Fédération de la Région parisienne². Elle est agréée en tant que centre de planification ou d'éducation familiale par la DDASS, puisqu'elle assure des consultations gynécologiques. Ses missions sont alors clairement définies : informer sur les méthodes de régulation des naissances ; pratiquer des consultations médicales pour prescrire des contraceptions, prévoir des avortements et assurer le suivi gynécologique des patientes ; accueillir toutes les personnes souhaitant parler de la sexualité, de la maternité, de l'avortement et de la vie de couple. L'association faisant partie d'un mouvement d'éducation populaire (agréée comme tel en 1984), doit également : animer des réunions, des débats, des rencontres collectives et individuelles sur les thèmes de la contraception, de l'avortement, de la sexualité, de la maternité et de la violence conjugale ; militer pour une éducation sexuelle

¹ Entre 1964 et 1968, le département de la Seine est supprimé. Des associations sont fondées dans les nouveaux départements, tandis que celle de la Seine ne couvre plus que Paris.

² On trouve dans les archives de l'association les premières archives de la fédération sous les cotes 3782W 4 et 5 (1963-1972).

libre, l'accès à la contraception et à l'avortement, pour la libération de la femme ; condamner des violences de toutes sortes à l'encontre des femmes, et toutes les formes de discriminations ; créer des relais afin de mieux répandre ces informations dans toute la société. Ces personnes-relais travaillent dans les secteurs éducatifs, médicaux et sociaux, dans des établissements publics ou privés. La singularité de l'association provient également de la situation de la capitale, dont la population est très nombreuse et variée ; la demande est donc bien plus importante et marquée que dans d'autres départements. L'association de Paris bénéficie également d'un contact rapproché avec les pouvoirs publics municipaux et étatiques, la participation à des groupes de travail aux côtés d'autres associations nationales et le développement d'activités et de services très diversifiés pour informer et sensibiliser le public.

Les deux lieux d'implantation : les centres Vivienne et Masséna

Les locaux de l'association sont sis au 10 rue Vivienne, dans le 2^e arrondissement, au cœur de la capitale. Un appartement est habilité au premier étage de l'immeuble : des cabinets médicaux, un secrétariat, des salles d'accueil pour les groupes, une grande salle d'attente et un centre de documentation sont aménagés pour recevoir au mieux les consultants. La fédération régionale occupe également des locaux dans le même immeuble et au 19 rue Vivienne. Entre 1967 et 1974, l'association Famille et Culture, qui publie *La revue du Mouvement français pour le Planning Familial* et d'autres périodiques du mouvement, est aussi hébergée au 10 rue Vivienne. Une permanence est également assurée boulevard Masséna, dans le 13^e arrondissement. En 1984, la présence du Planning Familial dans la tour Mantoue est intégrée à l'élaboration d'un projet plus vaste, piloté par l'association Du côté des Femmes³ : la création d'une Maison des Femmes, chargée d'accueillir les femmes, notamment celles qui sortent de prison ou qui sont victimes de violences. Activités sportives et culturelles, animations, réunions d'information et mise en contact avec des foyers ou des employeurs constituent les principales activités de ce complexe où de multiples associations s'installent. Les locaux de la tour, soit plus de 350 m², appartiennent à la confédération du Mouvement qui les loue à l'association Du côté des Femmes. La Maison des Femmes se trouve actuellement dans le 12^e arrondissement, mais il existe toujours le centre de planification de l'association de Paris dans la tour Mantoue.

Une gestion structurée

L'administration de l'association se normalise, en même temps que la structuration du Mouvement. Si les relations entre les militants restent très libres et amicales, leurs actions doivent se conformer à la loi ainsi qu'aux statuts et règlements donnés par la confédération. Tous les ans, des assemblées générales réunissent les adhérents de l'association. Elles doivent approuver les rapports moraux et financiers, examiner les rapports d'activité et définir les actions à venir en conformité avec les consignes nationales et régionales. Elles formulent enfin les vœux qui seront transmis aux échelons supérieurs du Mouvement, créent des

³ Les militants de l'association de Paris jouent un rôle primordial dans la création de cette association en 1984.

commissions de travail si nécessaire, ratifient les élections du conseil d'administration et modifient les statuts de l'association.

Le conseil d'administration est composé de 15 à 23 membres qui doivent représenter tous les centres du département de la Seine puis de Paris (Vivienne et Masséna), au *prorata* de leur nombre d'adhérents. Ses membres sont élus tous les ans par l'assemblée générale et ils ne peuvent siéger sans interruption plus de six ans. Le conseil se réunit une fois par trimestre, et formule des délibérations au sujet des activités de l'association ; il doit veiller particulièrement à l'application des motions des congrès, des décisions des assemblées générales, à la mise en place des groupes d'analyse de la pratique et des commissions de travail, la gestion des finances de l'association et des centres d'orthogénie. Enfin, il incombe aux administrateurs d'élire les délégués aux congrès confédéraux. Siéger au conseil d'administration ne donne lieu à aucune rémunération.

Le bureau de l'association est choisi parmi les membres du conseil d'administration. Les membres sont élus pour un an et ils doivent veiller à l'application des décisions du conseil. Ils sont responsables devant lui de la gestion comptable de l'association et de l'élaboration du rapport financier. Le bureau se réunit très fréquemment dans l'année.

Enfin, chaque centre est administré par un groupe local qui doit transmettre la comptabilité, les statistiques et les bilans d'activités du centre au bureau. Ce groupe est formé d'animateurs habilités par le conseil d'administration à effectuer seuls des entretiens et des animations⁴.

Des ressources financières toujours insuffisantes

Les revenus de l'association de Paris croissent au fil du temps : les dons des particuliers et des militants laissent progressivement place aux subventions publiques. L'association en reçoit de la DDASS, pour les consultations gynécologiques, la contraception des femmes mineures et étrangères, le fonctionnement du centre d'orthogénie et une partie des salaires du personnel. La région Ile-de-France, ainsi que les caisses primaires d'assurance maladie et la caisse des allocations familiales subventionnent également l'association. Enfin, les adhésions, dont une partie est reversée à la confédération et à la fédération régionale, et les animations, complètent ses revenus. L'argent reste malgré tout toujours insuffisant, si bien que la solidarité entre les associations départementales du mouvement et la générosité des adhérents sont nécessaires pour pouvoir poursuivre les activités⁵. La DDASS valide les budgets prévisionnels et les comptes de fonctionnement annuels.

MODALITES D'ENTREE

L'association de Paris conserve les documents dont les animatrices n'ont plus besoin dans leurs tâches quotidiennes dans un local situé dans la cour intérieure de l'immeuble du 10 rue Vivienne. L'association a contacté le département de la politique de collecte des Archives de Paris afin de procéder à l'évaluation de ses archives. Aucun tri n'avait été effectué depuis 30

⁴ 3782W 9 : statuts (1984) et convention avec la Préfecture de Police (1975).

⁵ Voir notamment les dons faits au planning familial par des associations (3782W 18).

ans, et l'espace était totalement saturé. Une sélection de 7,5 mètres linéaires de documents a été préparée en juillet 2012, après un premier tri. Ils ont été versés aux Archives de Paris en novembre 2013 afin d'y être classés et inventoriés.

II. CONTENU

PRESENTATION DU CONTENU

Une vision globale de l'histoire de l'association

Les documents couvrent une large période (1963-2005) permettent de suivre l'histoire de l'association jusqu'à une période très récente. Toutefois, sa création et ses premières activités, exercées dans l'illégalité et la clandestinité, conditions peu favorables à la production d'archives, n'ont pas laissé de traces écrites. Les documents des années 1960 traitent essentiellement de la naissance de la fédération régionale d'Ile-de-France, des congrès nationaux organisés par la confédération et de la formation des cadres. La majeure partie des documents date des décennies 1970 à 1990, lorsque l'association s'est organisée définitivement et que le rôle du Planning Familial a été réellement reconnu par l'Etat. Le plan de classement se divise en deux grandes parties, le fonctionnement administratif de l'association d'une part et ses activités militantes d'autre part.

Les différents niveaux de décision

Le fonds reflète l'organisation pyramidale de l'association : des documents témoignent des relations avec la confédération nationale, concernant surtout l'orientation générale du mouvement, tels que les dossiers de congrès, des instructions confédérales ou encore des compte rendus de commissions nationales (3782W 1-3) ; mais également avec la fédération régionale : dossiers de conseil d'administration, de commission d'orientation régionale (3782W 4-5). On peut enfin appréhender avec finesse la vie et le fonctionnement de l'association de Paris à travers les comptes rendus et dossiers d'assemblées générales (3782W 5-8), de conseils d'administration (3782W 9) ou encore de réunions de bureau (3782W 9).

La variété des effectifs

Le fonds permet également d'apprécier la variété du personnel salarié de l'association, notamment à travers des listes de personnel ou livre de paie (3782W 14-15) : direction (directeur – qui doit être gynécologue, et son adjoint), vacataires (avocats, assistantes sociales, psychiatres et psychologues, médecins, gynécologues et sages-femmes), personnel administratif (secrétaire, comptable, employées de bureau), personnel d'entretien et personnel d'accueil (hôtesses) et d'animation (cadres). Les militants peuvent venir aider le personnel salarié lors d'actions ponctuelles. Ils sont invités à participer à la vie de l'association, aux réunions et assemblées générales. Certains s'impliquent aussi dans le fonctionnement quotidien des deux centres. Les hôtesse d'accueil sont formées pendant un an, tandis que les conseillères le sont pendant trois ans. Des conseillères-animatrices assurent également les

animations auprès du public (3782W 14, 37-39). Tout le personnel est formé de manière continue en assistant à des cycles de conférences, en participant à des stages organisés par le Mouvement ou d'autres associations. Les cadres sont des militants qui ont suivi des formations, dispensées par le Mouvement lui-même lors de stages spécifiques ; ils constituent la plus grande partie du personnel actif de l'association. Ces formations sont agréées par la DDASS et aboutissent à l'obtention d'un diplôme. On mesure l'effort fait par l'association pour former ses cadres et ses militants bénévoles : dossiers de formation, dossiers de cours, contenus pédagogiques des cours (3782W 13-14). Malgré tout, le manque de formation constitue un handicap réel dans l'accueil et l'information des personnes : plusieurs comptes rendus d'analyse de la pratique font état de cette lacune (3782W 9).

Les consultations médicales et la lutte pour la légalisation de l'avortement

Le public est reçu tout au long de la journée, pour des consultations médicales dites d'orthogénie et des entretiens sur différents thèmes. L'association de Paris se distingue par la pratique de consultations gynécologiques, tandis que la plupart des centres du Mouvement ne font que du conseil et de l'information⁶. La majorité des consultations concerne les avortements. De nombreux documents sont rédigés par les femmes qui ont eu recours à l'association pour des avortements, légaux ou illégaux. Les « vécus » de grossesse et les dossiers médicaux (3782W 24-29, 31-34) dévoilent la façon dont les femmes perçoivent le Planning familial, la contraception et l'avortement, et comment elles ont été accueillies au sein de l'association et dans les hôpitaux. Par ailleurs, des statistiques quantitatives et qualitatives (3782W 30) permettent d'apprécier les catégories sociales qui sollicitent l'association. Les partenariats avec des établissements et des médecins à l'étranger continuent après la loi Veil, pour les interventions sur des femmes pour lesquelles le délai légal est échu (3782W 32-34). Des fiches d'illégalité, questionnaires qui leur sont remis, permettent de cerner les conditions dans lesquelles les avortements illégaux sont effectués en France comme à l'étranger (3782W 32-34). Les relations avec l'Assistance publique se révèlent, à travers la correspondance de l'association, tantôt collaboratives tantôt polémiques, quant à l'application de la loi Veil et l'aide aux femmes pour qui les délais sont échus (3782W 30-31).

La communication : clé du militantisme de l'association de Paris

Le bulletin *Info-Flash*, qui paraît une à deux fois par an, permet aux membres d'être au courant de l'actualité, de la vie du Mouvement et des activités de l'association (3782W 11-12). Il a également pour but de maintenir leur mobilisation, qui tend à s'affaiblir lorsque le Mouvement sort de l'illégalité. Des dossiers de cours permettent de connaître le contenu de certaines formations ou des animations auprès des jeunes (3782W 39). Le Mouvement se définissant comme un organisme féministe et militant, il développe d'autres activités pour promouvoir ses objectifs. Toutes les formes de communication sont utilisées par l'association de Paris pour faire entendre son discours tant auprès du grand public que des médias et des hommes politiques : grandes campagnes de sensibilisation, distributions de tracts sur la voie publique, tournages de documentaires, animations lors de grandes manifestations, comme

⁶ Cette spécificité est commune avec les centres de Grenoble et Pau.

Paris-Plage (3782W 38), et organisation de colloques et de congrès (3782W 36). L'association de Paris publie également des revues telles que *Femmes* et *Femmes contre vents et marées* (3782W 35), auxquelles les adhérents sont abonnés. Le militantisme passe aussi par la participation à des défilés, notamment ceux de 1995 et de 2000 célébrant respectivement le 20^e et le 25^e anniversaire de la loi Veil (3782W 35), pour continuer à promouvoir un accès toujours plus libre à la contraception, l'avortement et l'information sexuelle. Elle n'hésite pas non plus à publier des communiqués et à organiser des conférences de presse pour commenter un point d'actualité et inciter les gouvernements à être plus attentifs à la cause des femmes (3782W 35). Elle se constitue même partie civile dans le procès de Guy Provaux, instituteur pédophile (3782W 39). Le père de l'une des victimes est gynécologue au Planning Familial, ce qui explique l'engagement de l'association de Paris, aux côtés d'autres associations et mouvements, contre le Ministère de l'Education nationale. Enfin, des membres de l'association participent à divers de groupes de travail nationaux et départementaux, tels que le conseil supérieur de l'information sexuelle et la commission départementale de Paris "Femmes victimes de violence" (3782W 40). Le militantisme de l'association ne se limite donc pas à la diffusion d'idées ni à la contestation médiatisée : il est également effectué en partenariat avec les pouvoirs publics.

Certains comptes rendus des réunions ne manquent pas de fustiger le relâchement d'un certain nombre d'adhérents, mais malgré ce constat, l'association de Paris joue un rôle moteur au sein du Mouvement et met judicieusement à profit son implantation dans la capitale en multipliant ses terrains d'intervention et les actions de communication.

TRIS ET ELIMINATIONS

De très nombreux doubles et documents vierges (questionnaires, correspondance, pétitions, affiches, brochures, périodiques, comptes rendus et dossiers d'assemblées générales) ont été éliminés ; par ailleurs, la petite comptabilité de l'association et de Famille et Culture, reprise dans des comptes et des bilans annuels, n'a pas été conservée.

CLASSEMENT

L'association de Paris est un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public. L'organisation de ce fonds suit donc cette distinction : les archives privées, qui ont trait au fonctionnement de l'association, sont séparées des archives publiques qui concernent ses activités militantes. Chacune de ces deux grandes parties (fonctionnement et activités militantes) est subdivisée en plusieurs thèmes qui reflètent la structure de l'association et ses divers champs d'action. Un important travail de reconstitution a dû être effectué car de très nombreuses boîtes étaient en réalité des « vrac » qu'il a fallu entièrement reclasser.

Quelques archives de l'association Famille et Culture, qui a un temps partagé les locaux de la rue Vivienne, ont été collectées en même temps que celles du Planning Familial. Elles font l'objet d'une troisième partie dans cet instrument de recherche.

CONDITIONS D'ACCES

STATUT JURIDIQUE

L'association produit des archives privées, qui ont trait à son fonctionnement, et des archives publiques, qui concernent sa mission de service public (consultations médicales, actions de sensibilisation et de formation). Conformément à l'instruction AD-98 du 18 décembre 1998 relative au classement et à la cotation des archives dans les archives départementales, tous les articles de ce versement ont été cotés dans la série W, afin de ne pas porter atteinte à l'unité du fonds.

ACCESSIBILITE

Les archives publiques, telles que les définit l'article L. 211-4 du Code du Patrimoine, présentées dans ce répertoire détaillé, sont communicables de plein droit à l'exception des documents présentant des données nominatives ou médicales soumises à des délais de communication spécifiques, selon l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine. Les mêmes délais ont été appliqués aux archives privées contenues dans ce versement.

pour les dossiers comportant des informations médicales, la communicabilité est de 120 ans à compter de la date de naissance des personnes ou 25 ans à compter de la date de décès (articles 24 à 29).

pour les documents mettant en cause la vie privée des personnes, la communicabilité est de 50 ans à compter de la date du document le plus récent (articles 4, 5, 9, 13 à 15, 18, 23, 36, 38, 39).

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Archives de Paris

Préfecture de la Seine puis de Paris

Santé publique et hygiène

D5M 11 Protection des enfants.

1826-1875

Contient notamment des documents concernant les élèves sages-femmes (1826-1847), la maison centrale des nourrices (1845) et le projet de loi sur la protection des enfants en bas âge (1874-1875).

Bureaux de bienfaisance

1646W 1-10 Organisation et fonctionnement de l'aide médicale gratuite et de l'assistance à domicile.

1847-1989

L'article 10 concerne plus particulièrement l'organisation des soins dans les centres de planification (1971-1989).

Bureau des libéralités, associations et groupements mutualistes

1032W 1-31 Sociétés de bienfaisance reconnues d'utilité publique.

1870-1970

Ce versement comprend de nombreux dossiers sur des associations d'aide aux jeunes mères et de protection des nourrissons.

Assistance publique de la Seine

1910W 1-26 Protection des enfants du premier âge puis protection maternelle infantile.

1919-1975

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS)

3763W 93 Dossiers des établissements privés de cure et de préventions. Dossier sur le MFPP Villepinte.

1945-1989

3220W 1, 25 Dossiers de création et de suivi des centres de protection maternelle infantile. Dossier sur les MFPP Villepinte et Suresnes.

1945-1992

Délégation régionale aux droits des femmes

3323W 1 Documents concernant les violences faites aux femmes et la contraception.

1996-2001

3324W 15 Campagne de sensibilisation concernant les violences conjugales et la contraception des jeunes.

1954-1982

Le lecteur pourra se référer à l'instrument de recherche VI.25.1 pour accéder à la liste exhaustive des versements de la Préfecture de Paris concernant l'action sociale.

Cour d'appel et cour d'assises de la Seine puis de Paris

Les versements de dossiers de procédure de la cour d'assises et les dossiers de non-lieu de la cour d'appel (chambre de mise en accusation) contiennent de nombreux dossiers ayant pour motif des infanticides ou des avortements. Les dossiers de procédure d'assises et les dossiers de non-lieu de la chambre de mise en accusation ont souvent fait l'objet d'un versement commun et se retrouveront sous le même numéro de versement. Parmi eux : Pérotin/212/69/1 (1937-1939) ; 1019W 1-34 (1950) ; 1224W 1-32 (1957) ; 1558W 1-93 (1962-1963).

Pour accéder à la liste complète des versements de dossiers de procédure de la cour d'assises et de la chambre d'accusation de la cour d'appel, le lecteur se renseignera auprès de la permanence scientifique.

Archives nationales

19760173 Direction de l'Action sociale, Sous-Direction de la famille, de l'enfance et de la vie sociale.

1907-1975

Mouvement français pour le Planning Familial, association départementale de l'Isère

1400 lettres datant de 1961 à 1964 y sont conservées. Elles documentent l'ouverture de ce premier centre, mais un bon nombre d'entre elles sont écrites par des personnes qui souhaiteraient avoir recours au Planning Familial.

Centre de documentation de la confédération (Paris II^e)

De nombreux documents d'archives sur l'histoire du Mouvement et ses activités sont consultables au siège du Mouvement.

Centre des Archives du féminisme (Bibliothèque interuniversitaire d'Angers)

17 AF	Fonds Pierre Simon ⁷	1940-2006
19 AF	Fonds Suzanne Képès ⁸	1958-2005
1 J 684	Mouvement français pour le planning familial, association départementale de Maine-et-Loire	1974-1984
93J	Fonds du Mouvement Français pour le Planning Familial, association départementale du Tarn	1956-1989
Non coté	Fonds Catherine Valabrègue ⁹	1956-1994
1 APO 1 à 99	Fonds Maurice Deixonne ¹⁰	1924-1987.

Bibliothèque nationale de France

VK- 101777	Reportage <i>Nous femmes contre vents et marées</i>	1990
------------	---	------

Bibliothèque interuniversitaire de santé – Médecine

Non coté	Fonds Dalsace-Vellay ¹¹	1929-2001
----------	------------------------------------	-----------

⁷ Le Dr Pierre Simon, né en 1925 à Metz, était gynécologue obstétricien. Il a cofondé en 1956 le Mouvement français pour le planning familial et présidé le collège des médecins de ce mouvement jusqu'à la fin des années 1960. Engagé politiquement il a notamment travaillé dans le cabinet ministériel de Simone Veil.

⁸ Suzanne Képès, née en 1918, a été médecin du travail, gynécologue, psychosomaticienne et psychothérapeute. Elle fut vice-présidente du Mouvement. A son décès en 2005, ses filles ont donné au Centre des Archives du féminisme toutes ses archives concernant ses diverses activités.

⁹ Catherine Valabrègue, née en 1917, cette sociologue est membre fondateur et secrétaire générale du Mouvement français pour le planning familial. A son décès, en 1999, ses archives sont versées Centre des Archives du féminisme.

¹⁰ Maurice Deixonne (1904-1987), militant socialiste, a participé très activement à la vie du Mouvement français pour le Planning familial.

¹¹ Ces deux médecins, proches des milieux communistes et socialistes, jouent un rôle clé dans la vie de la Maternité Heureuse. Jean Dalsace (1893-1970) prend même la direction du Mouvement en 1967 ; Pierre Vellay (1919-2007) est l'un des assistants du docteur Lamaze ; il prône en France les vertus de l'accouchement sans douleur et de l'éducation sexuelle. Le fonds a été donné en 2006 par le docteur Vellay.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages sur le Mouvement français pour le Planning familial

BARD (Christine) et MOSSUZ-LAVAU (Martine), éd. *Le Planning Familial, histoire et mémoire, 1956-2006*, (actes d'un colloque à la Bibliothèque nationale de France le 8 mars 2006 et d'un séminaire tenu au Centre d'histoire de Sciences Po en 2005-2006, à l'initiative de l'association Archives du féminisme), Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2006, 207 p.

BESSE (Marcel), IFF (Simone) et IFF (Werner). *Demain, la société sexualisée : le combat du Mouvement français pour le planning familial*, Paris : Calmann-Lévy, 1975, 308 p.

D'une révolte à une lutte : 25 ans d'histoire du planning familial, Paris : MFPP, Ed. Tierce, 1982, 506 p.

FLAHAULT (Erika). « Le Planning familial et la professionnalisation du conseil conjugal et familial : reproduire la norme de genre au nom de la subversion », dans *Associations féministes : reproduction ou subversion du genre ?*, L'Harmattan, n° 55, 2013, p. 89-108 (Cahiers du genre).

FRIEDMANN (Isabelle). *Liberté, sexualités, féminisme : 50 ans de combat du Planning pour les droits des femmes*, Paris : La Découverte, 2006, 227 p.

GAGNIEUX (Noémie), *Efficacité et acceptabilité de l'interruption volontaire de grossesse par méthode médicamenteuse sans hospitalisation au Centre du Mouvement Français pour le Planning Familial du Rhône. Etude rétrospective sur 100 patientes : réflexion sur l'évolution de la pratique de l'IVG en France*, thèse de médecine, sous la direction d'Emmanuelle Perdigon, Université Lyon I, 2011, 171 p.

J'ai voulu avorter : enquête au Planning familial, Paris : Ed. de l'Homme nouveau, 2011, 54 p.

KNIBIEHLER (Yvonne), *La révolution maternelle depuis 1945*, Paris : Perrin, 1997, 370 p.

LERIDON (Henri), *La seconde révolution contraceptive. La régulation des naissances en France de 1950 à 1985*, Paris : PUF, 1987

MOSSUZ-LAVAU (Janine), *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-1990)*, Paris : Payot, 1991

PAVARD (Bibia), « Du Birth Control au Planning familial (1955-1960) : un transfert militant », dans *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012.

PEYSSON (Charlotte). *Qu'en est-il du Planning Familial ?*, mémoire de sage-femme, Université d'Aix-Marseille II, 2003, 61 p.

Ouvrages publiés par le Mouvement français pour le Planning familial

AUROUCHARD (Marie-France), CASALIS (Marie-France), FAUCONNIER (Marie-Rose), IFF (Simone), *Contraception et avortement : le droit des femmes : bilan, analyses et propositions du M.F.P.F.*, Paris : Ed. Tierce, 1979, 135 p.

Droits des femmes, santé sexuelle et développement : actes du colloque international organisé par le Mouvement français pour le Planning familial, 14 et 15 avril 2005 au Sénat, Paris : MFPPF, 2005, 146 p.

L'avortement en France, colloque organisé par le Mouvement français pour le Planning familial, Paris : Maloine, 1967, 185 p.

LAGARDE (Geneviève) et PRUDANT (Mireille), *Enquête sur les conditions de vie des femmes vivant ou travaillant sur une exploitation agricole*, Montluçon : A.D. de l'Allier, 1984, 188 p.

LAGROUA WEILL-HALLE (Marie-Andrée), *L'avortement de papa : essai critique pour une vraie réforme*, Paris : Fayard, 1971, 122 p.

—, *L'enfant-accident*, Paris : Ed. des sociétés modernes, 1961, 1986 p.

—, *La contraception*, Paris : Maloine, 1975, 38 p.

—, *La Grand'peur d'aimer : journal d'une femme médecin*, Genève : Gonthier, 1964, 201 p.

—, *Le « Planning » familial*, Paris : Maloine, 1959, 87 p.

—, « Raison d'être de notre association », *La Maternité heureuse. Bulletin d'information*, 1, 1956.

Le MFPPF en pays de Loire : paroles d'hommes et de femmes, Paris : MFPPF, 1976, 23 p.

Les Interruptions de grossesses, colloque international organisé par le Mouvement français pour le Planning familial, 1978, Paris, 185 p.

LEVY (Marie-Françoise), « Le Mouvement français pour le planning familial et les jeunes », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 3/ 2002 (n° 75), p. 75-84

MORE (Caroline), *Les débuts du planning familial à Grenoble, 1961-1967*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Anne Hugon, université Grenoble II, septembre 2000.

—, « Sexualité et contraception vues à travers l'action du Mouvement français pour le Planning familial de 1961 à 1967 », dans *Le Mouvement Social* 2/ 2004 (n° 207), p. 75-95.

VALABREGUE (Catherine), *Contrôle des naissances et planning familial*, Paris : Ed. de la Table ronde, 1966, 224 p.

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 1 - 9, 11 - 40	Planning Familial Association de Paris.	1963 - 2005
3782W 1 - 9, 11 - 18	Fonctionnement.	1963 - 2005
3782W 1 - 3	Confédération nationale.	1963 - 1998
3782W 1 - 2	Orientation générale.	1963 - 1998
3782W 1	Préparation et organisation des congrès nationaux.	1963 - 1998
3782W 1	Congrès de Lyon (9-10 mars 1963) : motion, rapport moral, bulletins d'inscription, ordre du jour. Congrès de Paris (29 février-1er mars 1964) : procès-verbal, liste, budget prévisionnel, bulletins de vote, ordre du jour, notes manuscrites. Congrès de Paris (8-9 mai 1965) : listes, ordre du jour, rapports, règlement intérieur, vœux, statuts, budget prévisionnel, avis. Congrès de Paris (4-5 juin 1966) : listes, correspondance, ordres du jour, compte-rendu, bulletin intérieur de la confédération, statuts, programmes, vœux, bulletins d'inscription, projets. Congrès de Bordeaux (3-4 juin 1967) : rapports, circulaires, notes manuscrites, documents de synthèse, correspondance, ordre du jour, pouvoirs, mandats, amendements, comptes-rendus, avis, listes, programmes, vœux, projets, déclaration de la présidente, extraits de périodiques.	1963 - 1967
3782W 1	Congrès de Paris (12-13 octobre 1968) : circulaires, avis, correspondance, rapports, convocation, comptes-rendus, notes manuscrites, bulletin intérieur de la confédération, vœux, listes. Congrès de Paris (18-19 octobre 1969) : rapports, bulletin intérieur de la Fédération, correspondance, vœux, procès-verbaux, bons de commande, brochure, listes, plan. Congrès de Paris (5-6 juin 1982) : motion d'orientation générale. Congrès de Paris (27-28 avril 1985) : motion d'orientation générale. Congrès de Paris (25-26 mai 1991) : motions d'orientation générale. Congrès de Paris (20-21 mai 1995) : circulaire, périodique, motions, dossier préparatoire, correspondance (1993-1995). Congrès de Nantes (6-7 juin 1998) : proposition d'amendement, bulletins d'inscription, listes, circulaires, dossiers de synthèse, propositions de motions, avis.	1968 - 1998

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 2	Réunions de la commission nationale d'information sexuelle : correspondance, ordres du jour, comptes rendus, documents de synthèse, notes manuscrites, programme, dossier de journée d'études (12 janvier 1966), rapports, bons de commandes, documents préparatoires, intervention du secrétaire général adjoint, circulaires, statistiques.	1966 - 1970
3782W 2	Définition de l'orientation : comptes rendus, circulaires, correspondance, convocations, dossiers thématiques, ordre du jour, statistiques, résolutions, rapports d'activités, organigramme, état des frais, projets de loi, plans comptables.	1976 - 1996
3782W 3	Centre de documentation. - Documentation sur le Mouvement et sur l'actualité : périodiques, communiqués de presse, dossiers de conférences de presse, correspondance, dossiers thématiques, brochures, statistiques, avis, comptes fonctionnels, rapports moraux, rapports financiers d'autres associations (1977-1994). Revues publiées par le Mouvement Français pour le Planning Familial, La revue des revues du Mouvement français pour le Planning Familial (1987), La Puce à l'oreille (1990, 1995-1996).	1977 - 1996
3782W 4 - 5	Fédération régionale.	1963 - 1977
3782W 4	Conseils d'administration et réunions de bureau : comptes rendus, correspondance, bulletin d'informations, bilan régional de stages, listes, procurations de vote, vœux, avis, ordres du jour, procès-verbaux, projets, statuts, convocations, bibliographie, bulletins de candidatures, annuaire des membres du conseil d'administration, statistiques, notes manuscrites.	1963 - 1977
3782W 4	1963-1965.	
3782W 4	1966-1977.	
3782W 4	Comptabilité : budgets prévisionnels (1963-1964), bilans comptables (1966-1973), situation financière (1963), compte d'exploitation (1977).	1963 - 1977
3782W 5	Commission d'orientation région parisienne, réunions : rapports de synthèse, avis, listes, correspondance, notes manuscrites (1968) ; relations avec la confédération et les associations départementales : circulaires, correspondance, questionnaire d'enquête, bulletin d'abonnement, extrait de périodique, listes, notes manuscrites (1965-1970).	1965 - 1970

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 5 - 9, 11 - 18	Association de Paris.	1963 - 2005
3782W 5 - 9, 11 - 12	Administration générale.	1963 - 2005
3782W 5 - 8	Assemblées générales.	1976 - 2005
3782W 5 - 6	Organisation et déroulement : correspondance, bulletins de vote, brochures, annonces dans Le Monde, annuaires des membres du conseil d'administration, avis, ordres du jour, comptes rendus, bulletins de candidature, listes, inventaire des adhésions.	1976 - 2002
3782W 5 3782W 6	1976-1977, 1980-1995. 1996-2002.	
3782W 7 - 8	Dossiers d'assemblées générales : ordres du jour, rapports moraux, rapports financiers, rapports d'activités, documents de synthèse, déclarations, comptes de fonctionnement, projets de loi, statuts de l'association, statistiques.	1981 - 2005
3782W 7 3782W 8	1981-1984, 1987-1989, 1991-1992, 1994-1999. 2000-2005.	
3782W 9	Conseils d'administration, organisation et déroulement : avis, ordres du jour, documents préparatoires, correspondance, listes des candidats et des membres du conseil d'administration (1976-1977, 1985-1992), comptes-rendus (1976-1977, 1985-1992).	1976 - 1992
3782W 9	Modifications des statuts de l'association, déclarations à la Préfecture de Police : statuts, dossiers d'enregistrement, correspondance, récépissés, listes, convention, règlement intérieur, Journal Officiel (1963, 1971-1972, 1984).	1963 - 1988
3782W 9	Réunions et élections du bureau de l'association : ordres du jour, avis (1976-1977, 1984-1992), comptes rendus (1976-1977, 1985-1992).	1976 - 1992
3782W 9	Bilans généraux : rapports d'activité, rapports moraux, rapports financiers, correspondance, documents de synthèse.	1977 - 1992

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 9	Gestion et entretien des locaux : correspondance et plans des centres d'accueil Vivienne et Massena. <i>Contient cinq plans, deux sur calque éch. 2 cm/1m (10 rue Vivienne : Rez-de-chaussée et 1er étage), trois sur papier (10 rue Vivienne, 1er étage, Tour Mantoue : tout l'appartement et les cabinets médicaux).</i>	1976 - 1978
3782W 12	Création de la Maison des Femmes : affiche, brochure, dossier de présentation, bilans de groupes de travail, avis (1984) ; administration générale : rapports financiers, rapports moraux, rapports d'activité, avis, statuts (1985-1986) ; comptabilité : budget prévisionnel et compte d'exploitation, bilans (1986-1987) ; partage des locaux de la Tour Mantoue avec d'autres associations : conventions, statuts (1985-1995) ; documentation sur les femmes en prison et d'autres associations : périodiques, brochures, annuaire d'associations, rapports au garde des sceaux sur le secteur pénitentiaire, enquête nationale sur les prisons, comptes-rendus (1977-1987). <i>La Tour d'Esté, bd Massena (Paris XIIIe), abrite plusieurs associations dédiées aux femmes. L'Association de Paris assure une permanence et des consultations dans ce centre d'accueil. L'association Du côté des femmes pilote ce projet.</i>	1977 - 1995
3782W 11 - 12	Communication interne.	1975 - 1994
3782W 11 - 12	Diffusion du périodique mensuel Info-Flash.	1975 - 1994
3782W 11	n°0-6, n°8-18, n°20-29, n°31-49.	1975 - 1982
3782W 12	n°50-75.	1983 - 1994
3782W 12	Notes de service : avis, calendrier des activités de l'association.	1976 - 1992
3782W 13 - 15	Ressources Humaines.	1963 - 2003
3782W 13 - 14	Formation des effectifs.	1963 - 1995
3782W 13	Formation des nouveaux militants, stage "Objectifs et motivations" : correspondance, bulletins d'inscription, plannings, rapports moraux, listes, ordres du jour, évaluations du stage, documents de présentation de l'association, présentation des entrantes, annuaires des stagiaires.	1976 - 1987

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 13 - 14	Formation des cadres.	1963 - 1988
3782W 13 - 14	Formation des hôtesse d'accueil, des conseillères familiales, des conseillères d'information, des animateurs de groupes et des chefs de centres : dossiers thématiques, circulaires, correspondance, comptes-rendus, statistiques, programmes, avis, listes, dossiers de cours, curriculum vitae, questionnaires d'enquête, voeux, bibliographie, memento de l'hôtesse d'accueil.	1963 - 1971
3782W 14	Formation des conseillères-animatrices : dossiers de candidature, extraits de casier judiciaire, attestations, listes, correspondance, circulaires.	1975 - 1988
3782W 14	Formation continue des militants, préparation de stages : avis (1972-1986) ; stage SIDA : correspondance, plannings, bulletins d'inscription, programmes, avis (1995) ; contenus pédagogiques : dossiers de cours, probablement vers 1980, listes des thèmes des séminaires (1972-1973).	1985 - 1995
3782W 14	Gestion des effectifs, déclaration du personnel à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : listes, correspondance, modèles de contrats de travail, attestation (1975-1976) ; mouvements du personnel : registre des entrées et des sorties (1969-1987) ; activités du personnel : fiches d'activités (1977), liste des responsables de la gestion de l'association (1985).	1969 - 1987
3782W 15	Rémunération du personnel : livre de paie (1967-1975), états des salaires, états des heures supplémentaires (1967-1972).	1967 - 1975
3782W 15	Accueil de stagiaires, réception des candidatures et suivi : correspondance, plannings, conventions de stage, formulaires d'évaluation, feuille d'émargement, profils de terrain de stage, guides d'entretien, autorisations d'absence, attestations d'assurance, attestations de stage, dossiers de candidature, statistiques, comptes-rendus ; rapports de stages : Rapport du stage d'observation au Planning Familial de Paris (janvier-février 1989) par Régine Paty.	1989 - 2003
3782W 16 - 18	Gestion financière.	1967 - 1998

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 16	Budgets prévisionnels annuels, élaboration et approbation par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : budgets prévisionnels des centres Vivienne et Massena (années 1977-1978, 1990-1995), correspondance, arrêts du Conseil de Paris, conventions, récapitulatifs des charges.	1976 - 1995
3782W 16	Comptes administratifs annuels, élaboration et approbation par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : comptes de fonctionnement (1990-1998), correspondance, situations comptables (1969, 1976), cahier de balances comptables (1969-1975), états des frais, compte d'exploitation (1967).	1967 - 1998
3782W 17	Consultations, analyses et prescriptions gratuites, déclaration à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : statistiques trimestrielles des centres Vivienne et Massena (1982-1984, 1990, 1993), relevés des prescriptions, relevés d'analyses médicales, listes.	1982 - 1993
3782W 17	Bilans comptables annuels, élaboration : bilans comptables, correspondance (1975, 1977-1984, 1987-1996).	1977 - 1997
3782W 18	Dons par des associations : correspondance.	1976 - 1977
3782W 18	Centre de documentation.	1971 - 1998
3782W 18	Abonnements, gestion générale : listes (1992), brochures ; revue Nous Femmes : bulletins d'adhésion, comptes provisoires (1995-1996) ; revue Femmes contre vents et marées : bulletins d'adhésion, correspondance, listes, statuts de la confédération (1993-1997).	1992 - 1997
3782W 18	Militantisme pour la contraception et l'avortement : périodiques, comptes-rendus, affiches, documents de synthèse (1990-1998) ; délinquance juvénile et éducation des enfants : périodiques, actes du colloque "A qui appartient l'enfant ?" (1987, Le Blanc-Mesnil), statistiques, documents de synthèse, brochures, comptes-rendus (1971-1987) ; associations anti-avortement : communiqués de presse, manifeste, extraits de périodiques, document de synthèse (1994-1995).	1971 - 1998
3782W 19 - 40	Activités militantes.	1967 - 2004
3782W 19 - 34	Accueil du public.	1973 - 2003

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 19 - 20	Prise en charge.	1976 - 1994
3782W 19	Questionnaires : tout public (1978), femmes étrangères (1988).	1978 - 1988
3782W 19 - 20	Statistiques : tableaux journaliers des centres Vivienne et Massena.	1976 - 1994
3782W 19	1976, 1986.	
3782W 20	1994.	
3782W 21 - 23	Consultations d'information et de conseil.	1975 - 2003
3782W 21	Statistiques : tableaux hebdomadaires et semestriels des centres Vivienne et Messena.	1985 - 1987
3782W 21	Déclaration à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : registres-journaux des centres Vivienne et Massena.	1975 - 2003
3782W 21	1975-1978.	
3782W 22	1979-1983, 1984-1989.	
3782W 23	1990-1991, 1999, 2001-2003.	
3782W 23	Demandes d'information par courrier : correspondance.	1976 - 1977
3782W 24 - 30	Consultations médicales.	1973 - 1998
3782W 24 - 29	Suivi des patientes : dossiers médicaux, ordonnances, résultats d'analyses.	1973 - 1998
3782W 24 - 25	Grand format : lettre B.	1973 - 1989
3782W 24	1973-1988.	1973 - 1988
3782W 25	1980-1989.	1980 - 1989
3782W 26 - 27	Grand format : lettre T.	1974 - 1988
3782W 26	1974-1983.	
3782W 27	1977-1988.	
3782W 28 - 29	Petit format.	1982 - 1998
3782W 28	Lettre B.	1982 - 1996
3782W 29	Lettres D, E, F, G M, T et Z.	1987 - 1998

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 30	Prescriptions de contraception.	1976 - 1999
3782W 30	Statistiques annuelles et mensuelles (1976-1977), tableaux journaliers des prescriptions (1987).	1976 - 1987
3782W 30	Questionnaires remplis par les patientes après prescription de contraception.	1998 - 1999
3782W 30 - 34	Interruptions volontaires de grossesse.	1975 - 1999
3782W 30 - 31	Relations avec l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.	1975 - 1993
3782W 30	Enquête sur l'application de la loi Veil : statistiques, annuaires des centres d'interruptions volontaires de grossesse, textes officiels, questionnaires d'enquête, correspondance, circulaires, listes de médecins et d'hôpitaux, lettre d'information, pétitions, communiqués de presse, guide des centres d'interruptions volontaires de grossesse (1992).	1975 - 1993
3782W 31	Collaboration pour la création de centres d'avortement des Hôpitaux Lariboisière et La Salpêtrière : dossier de synthèse, avis, appels à soutien, communiqués de presse, périodiques, correspondance, notes manuscrites.	1978 - 1980
3782W 31 - 32	Vécus d'interruptions volontaires de grossesse : questionnaires, correspondance, certificats médicaux.	1986 - 1999
3782W 31	1986.	
3782W 31	1987.	
3782W 31	1988.	
3782W 32	1998-1999.	
3782W 32 - 34	Interruptions volontaires de grossesse illégales.	1976 - 1999
3782W 32	Organisation logistique des voyages : correspondance, notes de service, brochures.	1976 - 1987
3782W 32 - 34	Demandes d'interruptions de grossesse illégales pour le dossier national "Illégalités" : formulaires, certificats médicaux.	1981 - 1999
3782W 32	1981.	
3782W 33	1986.	
3782W 34	1998-1999.	

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 34	Vécus d'avortements à l'étranger, Bourogne Klinick, Maastricht (1993-1994) ; Leigham Clinic, Londres (1985-1994) ; Raleigh Nursing Home, Londres (1985-1987) ; Parkview Clinic, Londres (1986-1987) : questionnaires, correspondance, bilans post-opératoires.	1985 - 1994
3782W 35 - 39	Actions de sensibilisation générale.	1967 - 2004
3782W 35	Communication.	1967 - 2000
3782W 35	Publication de la revue trimestrielle Femmes contre vents et marées : n° 0-16.	1992 - 1997
3782W 35	Publication de communiqués et de manifestes : communiqués de presse, correspondance, manifestes (1976-1992). Organisation de conférences de presse : dossiers de conférences de presse (1998-2000). Participation à des défilés, 25 novembre 1995 place de la Bastille : extraits de périodiques, correspondance, bons de commande, brochures, listes, conférences de presse, comptes-rendus, appels à manifester ; 15 janvier 2000 place de la Bastille : appels à manifester, extraits de périodiques, listes, affiches, chansons, brochures, slogans.	1976 - 2000
3782W 35	Distributions et annonces publiques : brochures, affiches, avis.	1977 - 1991
3782W 36	Préparation et organisation de manifestations nationales, européennes et internationales.	1974 - 2002
3782W 36	Colloques.	1982 - 2002
3782W 36	"La contraception vue du côté des femmes" (19 septembre 1982) : actes.	1982 - 1982
3782W 36	"L'Europe et Elles : le droit de choisir" (12-13 janvier 1991) : circulaires, dossiers thématiques, correspondance, comptes-rendus, périodiques, brochures, annuaires des membres des commissions préparatoires, questionnaires d'enquêtes, avis, extraits du JO, documents préparatoires.	1989 - 1991
3782W 36	"Aujourd'hui nous avons entendu" (12-13 janvier 1991) : avis, questionnaires d'enquête.	1990 - 1991

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 36	Quatrième conférence mondiale des femmes (4-15 septembre 1995) : périodiques, correspondance, textes de conférences, questionnaires d'enquête, texte officiel, documents préparatoires.	1995 - 1995
3782W 36	Etats généraux pour le droit à l'avortement et à la contraception (18-19 janvier 1992) : bulletins d'inscription, brochures, comptes-rendus, plannings, listes.	1992 - 1992
3782W 36	Université d'été de Valence (20-21 septembre 2002) : actes.	2002 - 2002
3782W 36 - 37	Formation professionnelle agréée.	1970 - 1994
3782W 36	Animation de stages-relais, organisation logistique des interventions : annuaires de stagiaires, d'entreprises et des leaders de groupes, correspondance, avis, programmes de formations, comptes-rendus, questionnaires d'enquête, bulletins d'inscription, note d'information sur le financement des stages, bordereaux d'envoi ; contenus pédagogiques et méthode : brochure, rapport, grilles d'observation, comptes-rendus, documents de synthèse, dossiers de cours, extraits d'ouvrages et de périodiques.	1970 - 1994
3782W 37	Création et animation de commissions Planning Familial au sein des comités d'établissement : correspondance, comptes-rendus, avis, affiches, dossiers thématiques, statistiques, périodiques.	1973 - 1985
3782W 37 - 39	Interventions auprès du grand public.	1968 - 2004
3782W 37 - 38	Organisation logistique.	1968 - 2004
3782W 37	Déclaration à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales : registres-journaux (1978-1986, 1990, 1999-2000).	1978 - 2000
3782W 38	Préparation des animations : correspondance, notes manuscrites, programmes, listes et annuaires des participants et des entreprises, fiches d'activités, brochures, comptes-rendus, bulletins d'inscription, documents de synthèse, bibliographie (Jeunes et nature).	1968 - 2004
3782W 38	Etablissements scolaires et universités (1970-1995). Entreprises (1971-1976). Associations, partis, syndicats et autres organismes (1972-1995).	1970 - 1995

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 38	Foyers et mouvements de jeunes (1971-1991). Professionnels dans le secteur social (1973-1974). Paris-Plage : dossier (2004).	1968 - 2004
3782W 39	Bilan général : liste des demandes, des animations et des conférenciers, statistiques annuelles.	1968 - 1972
3782W 39	Contenus pédagogiques, jeu-test MST-SIDA : questionnaires ; jeu de scénario, vers 1990 ; reportage Nous femmes contre vents et marées : étiquettes, brochures.	1988 - 1990
3782W 39	Actions en justice.	1985 - 1996
3782W 39	Affaire Guy Provaux, intervention de l'association en tant que partie civile : correspondance, dossier de défense, extraits de périodiques, copie du rejet de pourvoi en cassation, copie du mémoire ampliatif de la Chambre criminelle, résumé du dossier, statuts, délibérations, récépissé, ordre du jour, justification de la constitution de l'AD en partie civile.	1994 - 1995
3782W 39	Documentation. - Procès de Fiammetta Venner : citation à comparaître, extrait du registre d'immatriculation du commerce et des sociétés, liste des griefs, jugement du tribunal civil pour diffamation publique (1996). Affaire Christine M. (assistante sociale) et Alice Nass (conseillère-animatrice), toutes deux militantes : pétitions, questions au gouvernement, extrait de la loi Veil, correspondance, comptes-rendus, du comité de soutien, extraits de périodiques (1985-1987). Affaire Martine Madouni : correspondance, extraits de périodiques, annuaires de militants, d'associations et de journaux, communiqués de presse, avis, appels à soutien, lettres de soutien, note d'information, pourvoi en cassation, condamnation au paiement de dommages et intérêts, témoignages, plaidoirie et conclusions de l'avocat, certificats médicaux, notification de paiement de dommages et intérêts, extraits de comptes provisoires (1992-1996).	1985 - 1996
3782W 40	Participation à des groupes de travail.	1987 - 1999
3782W 40	Conseil national de la vie associative : convocations, avant-projet de loi, projet d'avis, comptes-rendus de réunions et de groupes de travail, documents de synthèse, ordres du jour, projet d'avis, lettres d'information, correspondance, statistiques, actes du colloque "Le rôle et la place de la vie associative dans la Chaîne du savoir" (2 mai 1994), documents de travail.	1991 - 1995

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 40	Conseil supérieur de l'information sexuelle : correspondance, comptes-rendus, ordres du jour, projet de campagne de communication, rapports, brochure, communiqué de presse, documents de synthèse, extraits de périodiques, dossier d'information médicale, texte de l'intervention du Ministre délégué à la parité et à l'égalité professionnelle (30 janvier 2003), rapports d'étape.	1997 - 2003
3782W 40	Collectif féministe contre le viol : budgets prévisionnels, correspondance, comptes-rendus, bilans comptables, rapports d'activité, avis, rapports moraux et financiers, statistiques, projets de film sur l'inceste, devis, communiqué de presse, bulletins d'inscription, lettre ouverte au Premier Ministre, documents de synthèse.	1987 - 1994
3782W 40	Commission départementale de Paris "Femmes victimes de violence" : correspondance, compte-rendus, listes d'émargement, rapports, ordres du jour, annuaire, propositions de formation, périodiques, arrêté de composition de la commission, texte officiel, statistiques.	1988 - 1991

<i>Cotes</i>	<i>Description des documents</i>	<i>Dates extrêmes</i>
3782W 10	<p>Association Famille et Culture, fonctionnement. <i>Famille et Culture est une société d'édition de périodiques consacrés aux évolutions de la famille et de la société. Elle édite des revues pour le Planning Familial. En 1974, faute d'activité, elle est mise en liquidation judiciaire. Les archives de Famille et Culture sont restées dans les locaux de l'association de Paris, qui a été son liquidateur judiciaire. Elles ont donc été versées aux Archives de Paris en même temps que celles du Planning familial.</i></p>	1965 - 1978
3782W 10	<p>Administration générale, déclarations de statuts et assemblées générales : statuts (1965), procès-verbaux d'assemblées générales, avis, ordres du jour, rapports de gérance, extraits du registre du commerce, périodiques La vie judiciaire (1965, 1968, 1973). Locaux, signatures de baux et cessions de droits au bail : correspondance, contrats de location, congé, cessions de droit au bail (1965-1973) ; relations avec les sous-locataires de Famille et Culture (fédération régionale, confédération et société La Documentation pratique) : protocole de partage des locaux (1967), contrats de sous-location, relevés de comptes, comptes-rendus, correspondance, avis de paiement (1965-1973). Ressources humaines, activités des effectifs : fiches d'employés, listes, notes manuscrites, calcul d'indemnités de licenciement (1968-1972).</p>	1965 - 1973
3782W 10	<p>Gestion financière, paiement des charges et des salaires : avis de versement, correspondance, avis d'impôt, bulletin de notification de numéro d'identité commerciale (1970-1973) ; comptabilité : bilan comptable (1969), compte prévisionnel (1970), notes manuscrites (comptes d'exploitation) (1969-1973). Activité éditoriale, relations avec les maisons d'édition et les agences de publicité et de photographie : conventions, correspondance, factures, listes, mises en demeure de paiement, relevés de comptes, liste des revues éditées, liste d'ouvrages commandés, acte de défaut de biens (1972-1973) ; édition de la Revue Planning Familial : déclaration de dépôt légal, correspondance, avis de réclamation, jugement du tribunal de grande instance de Paris (1973) contre Famille et Culture pour atteinte à la vie privée, assignations à comparaître devant le tribunal de grande instance de Paris (1973), convention, factures (1969-1973). Liquidation judiciaire, interruption des activités : correspondance (1972-1978).</p>	1969 - 1978